

JEUNES SANS EMPLOI AU CENTRE-VILLE, TRAVAIL ET ERRANCE

LA PAUVRETÉ DANS L'ESPACE PUBLIC PERPIGNANAIS

Alain Tarrius

Ces ailleurs de l'identité que constitueraient les marges sont désormais trop nombreux et trop denses pour demeurer dans leurs cloisonnements provisoirement rassurants : leurs frontières s'effacent et à la juxtaposition des marges sociales succède un milieu, une micro-société. Ces « autres », pauvres, étrangers, trop jeunes ou trop vieux, trop femmes, trop seuls, sont désormais source d'initiatives collectives. La diversité des situations, des différences, des incidents se transforme en totalité signifiante.

Les jeunes y contribuent fortement, avec les communautés ethniques ou culturelles, avec les routards et sans domicile, avec tous ceux qui sentent que leurs dures conditions de vie s'appellent « pauvreté » dans une ville moyenne blottie dans des espaces ensoleillés, et « misère » dans les métropoles. Nous avons abordé la situation des jeunes à Perpignan sous l'aspect des négociations avec la pauvreté. Les jeunes s'entassent dans les rues étroites du centre, occupent le devant de la scène publique, négocient leur être social avec tous ceux que les désignations de « marge », couleur, pauvreté, avaient nichés dans des rues, des places, des périphéries, des recoins de quartiers miséreux. La problématique des jeunes à Perpignan n'est pas celle de la construction communautaire mais de la constitution d'un milieu social nouveau et de ses territoires.

Entrer dans la vie, entrer dans la ville

L'organisation des mobilités traditionnelles qui conférerait à Perpignan un rôle de lieu d'articulation entre quartiers et villages de son département, d'une part, et grandes villes nationales et européennes, d'autre part, est profondément remaniée. Jusqu'à une période récente dont se souviennent les personnes âgées de plus de trente-cinq ans environ, l'accès à un meilleur devenir professionnel ou une entrée dans la vie active s'accompagnait d'une mobilité spatiale des lieux de moindre densité, villages, périphéries, vers les grandes villes, Toulouse, Montpellier, Lyon et bien sûr Paris. Perpignan articulait ces trajectoires sociales et spatiales, d'une part grâce au déploiement de ses dispositifs de formation, d'autre part à partir de sa

nature même de première concentration urbaine départementale, de ville capitale. Ceci est terminé pour la plus grande partie des populations rencontrées : c'est désormais Perpignan qui devient seul et unique recours, capitale sans rivale, tout particulièrement pour les jeunes de milieux modestes issus de vieilles familles du département. La centralité perpignanaise, en son lieu ultime qu'est le centre-ville, devient espace d'expériences, de rencontres, « d'avenirs ». Le phénomène de mobilité signalé, qui correspondait à l'organisation des hiérarchies économiques nationales bien centrées sur Paris, est même inversé : des jeunes viennent de villes plus importantes vers la capitale historique de la Catalogne Nord. L'affirmation selon laquelle Perpignan est l'unique recours est assortie d'un réinvestissement de la cellule familiale par les jeunes ; en somme, on ne sort plus de sa famille et l'on entre de plus en plus nombreux dans l'unique espace social et économique de la ville : les rues et places du centre. Dans le département, le taux de chômage des jeunes de 16 à 20 ans est de 26 %, à Perpignan il passe à 34 % et dans les quartiers de Saint-Jacques et du Haut Vernet, à fortes populations gitanes, il frôle les 63 %. A Saint-Jacques même, nos enquêtes parmi les seules populations gitanes signalent 80 % de chômage parmi ces jeunes. Les titulaires du Revenu Minimum d'Insertion comptent pour 4,2 % de la population de Perpignan et de son agglomération et, si l'on compte les personnes dépendantes de ceux-ci, le taux est de 8 %. Parmi les titulaires de cette aide, 58,3 % ont moins de 40 ans et 47,4 % moins de 35 ans. Un peu moins d'un tiers de ces personnes sont originaires d'autres départements.

A partir de 189 rencontres et conversations avec des jeunes de moins de vingt-huit ans, et souvent avec leurs parents, nous avons pu établir, sur quatre générations, les généalogies de 180 familles : 108 d'entre elles regroupant 1 944 personnes, sur un siècle environ, sont originaires des petites villes du tissu rural départemental ; 72 sont originaires de Perpignan et regroupent 1 224 personnes. Les localisations urbaines qui ont justifié nos

Les Annales de La Recherche Urbaine n° 76, 0180-930-IX-9776/20/12 © MELT

choix concernent les ascendants de quatrième génération, les bisaïeux ou arrière-grands-parents, nés entre 1890 et 1905 et tous décédés. Les personnes de la troisième génération ascendante ont atteint l'âge de 19 à 28 ans entre 1947 et 1956. Celles de la deuxième génération ascendante ont atteint le même âge entre 1967 et 1976 ; enfin celles rencontrées lors de l'enquête ont atteint cet âge entre 1987 et 1993. Il est particulièrement intéressant d'envisager un échantillon généalogique lorsque l'on étudie les transformations historiques des rapports entre des populations et leurs espaces de travail ou de résidence. En effet, la dimension du temps long est d'emblée intégrée par la saisie des liens générationnels : c'est une structure élaborée dont le temps est l'une des dimensions essentielles. Nous avons pris soin de recueillir ces généalogies parmi des milieux socio-économiques contrastés, en milieu rural et urbain, de telle sorte que les trajectoires familiales fédèrent mobilité sociale et mobilité spatiale.

Il apparaît que dans les deux cas de Perpignan et du milieu local, la génération présente des 19-28 ans ne quitte que très minoritairement Perpignan ou le département, alors que ces départs étaient généralisés dans les années 1967-1976 pour les 19-28 ans, et assortis de retours au pays en cours de carrière ou à la retraite. On observe même des retours à Perpignan de jeunes nés dans des familles qui avaient quitté le département, sans retour, depuis les années cinquante. Et pourtant la ville est en tête de liste des taux de chômage français. Ce phénomène est d'une très grande importance : il montre à quel point les destinées individuelles des jeunes de ce département se déconnectent des logiques territoriales urbaines qui fondent la centralité nationale. C'est bien ainsi, au-delà des discours, de la conscience même que chacun peut avoir de cette transformation, qu'est profondément manifestée la rupture avec l'efficiace, la force ancienne, des régulations de l'État, à la fois territoriales, sociales et économiques. On ne « monte » plus du plus petit, du plus lointain, au plus central, par des chemins, des réseaux de hiérarchies urbaines qui exprimaient celles constitutives de l'espace économique, social et politique français, pour trouver le recours indispensable à une insertion dans le monde du travail, pour une entrée dans la vie ; on reste dans ce plus lointain, niché dans sa famille, utilisant les quelques biens que les départs des parents ou grands-parents ont permis d'acquérir ou de conserver. A Perpi-



Test d'embauche.

gnan, le rapport à l'unité-centralité nationale est rompu de fait, désarticulé, pour ces nombreux jeunes sans formation poussée ni travail. Nous avons étudié à part la mobilité « d'entrée dans la vie » de jeunes étrangers ou de personnes sans attaches familiales longues dans Perpignan et son département.

Ces constatations générales peuvent être détaillées, à partir d'indicateurs clefs, par périodes, 1947-1956, 1967-1976 et 1987-1993, correspondant aux âges de 19 à 28 ans dans chaque génération.

Personnes ayant eu de 19 à 28 ans entre 1947 et 1956 (les grands-parents)

Notre échantillon comprend 559 personnes : 268 femmes (43 %) et 291 (57 %) hommes.

La moitié de cette population part du département, mais environ un quart y revient en cours de carrière ou lors de l'entrée en retraite. 71 % des partants sont des hommes, et 29 % des femmes.

34 % des partants passent entre une et deux années à Perpignan avant de quitter le département, les autres partent directement. 96 % sont partis à 22 ans au plus tard.

Les principales destinations sont : Paris et sa région pour 41 % des personnes ; Montpellier et la région lilloise pour 7 % chaque ; Toulouse pour 6 % ; Marseille pour 5 % ; Lyon pour 3 % ; Nantes et la Bretagne pour 2 % ; 13 % se rendent dans des villes moyennes disséminées en France ; enfin 12 % se rendent à l'étranger ou dans d'autres grandes villes. Nous n'avons pu identifier les premières destinations pour 4 % des personnes.

27 personnes, soit 9,5 %, ont gardé la disposition ou la propriété d'un bien foncier familial durant leur éloignement ; 16 personnes, soit 5,6 %, ont acheté du foncier durant leur éloignement. Par contre, 61 personnes, soit 21,6 % ont vendu un bien qu'elles possédaient avant de partir, ou dont elles ont hérité par la suite. En fait, elles quittaient les Pyrénées Orientales avec une embauche déjà effectuée ailleurs, dans une grande ville. Quelques rares personnes signalent être « montées » à l'aventure, pour trouver un travail ailleurs : elles se sont toutes rendues à Paris et ont trouvé, dans un délai de trois à six mois, leur premier travail.

Personnes ayant eu de 19 à 28 ans entre 1967 et 1976 (les parents)

L'échantillon compte 1 106 personnes, dont 547 femmes et 559 hommes.

Presque les trois quarts quittent le département : 71,4 %. La proportion entre hommes et femmes est de 50,7 pour 49,3. 43 % reviennent ; 31 %, arrivent en cours de carrière et 12 % sont les enfants de personnes ayant quitté le département dans la génération précédente et installées définitivement ailleurs. 31 % des partants passent entre une et trois années à Perpignan avant de quitter le département, les autres partent directement. 82 % sont parties avant 23 ans et 98 % avant 25 ans. Les principales villes de destination sont Paris et sa région, 37 % ; Toulouse 8 % ; Lyon 6 % ; Lille et sa région, 5 % ; Marseille et Nantes 1 % chaque ; 18 % se répartissent dans des villes moyennes françaises ; 18 % vont à l'étranger ou dans d'autres grandes villes. A noter que 62 % de ces dernières personnes sont des militaires et des policiers.

150 personnes, soit 19 %, ont gardé la disposition ou la propriété d'un bien foncier ; 221, soit 28 %, ont acheté un bien foncier durant leur éloignement ; 28, soit 3,6 %, ont vendu un bien qu'elles possédaient avant de partir ou dont elles ont hérité. 37 % d'entre elles sont parties sans embauche, dont les deux tiers vers Paris et sa Région. Des premiers emplois ont été trouvés après trois à six mois de présence.

Personnes ayant eu de 19 à 28 ans entre 1987 et 1993

On en compte 1 512, dont 762 femmes et 750 hommes. 22,8 % sont parties du département, dont 37 % en 1987, 23 % en 1990 et 16 % en 1993. Deux fois plus de femmes que d'hommes partent (67,6 % contre 33,4 %).

Pour l'instant on n'a pas observé de retours. Par contre 250 jeunes de cette dernière génération, soit 16,5 %, viennent résider à Perpignan et dans son département, sans travail ; ce sont des fils de familles originaires du département et y possédant un logement mais installées ailleurs en France. Parmi cette dernière population on compte 88,4 % d'hommes et 11,6 % de femmes.

72 % des partants passent de une à trois années à Perpignan avant de quitter le département. 96 % sont partis avant 23 ans. 32 % partent pour un travail précis, soit 7,3 % de l'ensemble, à partir d'une embauche.

Les lieux de destination sont : Paris et sa région, 27 % ; les villes moyennes du Languedoc-Roussillon et de Midi-Pyrénées, 27 % ; Toulouse, 11 %, Montpellier 9 % ; Lyon 7 % ; Marseille 3 % ; villes moyennes hors des deux régions signalées, 8 % ; Espagne 6 % ; autres pays, 2 %. On compte donc 50 % de départs pour les régions méridionales.

Mobilités pour le travail hors du département des jeunes de 18 à 28 ans d'origine maghrébine

Population de notre échantillon : 106. Population de mêmes âges, incluant les frères et les sœurs, identifiée à partir de cet échantillon : 318 (x3). Hommes, 187 ; femmes 131.

Départs : 237 soit 74,5 %.

Départs hommes : 125 soit 66,8 % de la population totale des jeunes hommes et 52,7 % de la population des jeunes hommes et femmes mobiles.

Départs femmes : 112 soit 85,5 % de la population féminine et 47,3 % des départs.

Si nous observons les départs de femmes en 1987, 1990 et 1993, nous obtenons respectivement 69 soit 31 %, puis 60 soit 40 % et enfin 41 soit 59 % de l'échantillon : l'inversion des tendances migratoires entre hommes et femmes, que l'on avait observée entre 1976 et 1987 dans l'échantillon précédent, se produit là entre 1990 et 1993.

Destinations des hommes : Maghreb, 4 %. Espagne, 25 %. Paris et sa région, 21,5 %. Villes moyennes françaises, 3 %. Grandes villes méridionales, 44,8 %. Autres grandes villes, 3 %.

Destinations des femmes : Maghreb, 11 %. Espagne, 2,5 %. Toulouse, 11 %. Montpellier, 10 %. Lyon, 14 %. Paris et sa région, 42 %. Villes moyennes françaises, 8 %.

57 % des jeunes hommes partent sans embauche ; cette proportion est de 11 % chez les jeunes femmes.

Jeunes d'origine française depuis peu à Perpignan avec leurs familles sans antériorité locale

Population de l'échantillon : 163. Jeunes des mêmes âges identifiés, incluant les frères et les sœurs, à partir de l'échantillon : 277 (x1,7).

Départs, 32, soit 11,5 %.

Départs hommes, 5, soit 1,8 % de la population totale rencontrée et 16 % des partants.

Départs femmes 27 soit 9,7 % de la population totale et 84 % des partants.

Destinations : les données portent sur de trop petits nombres pour établir une liste significative. On peut toutefois signaler 21 départs de jeunes femmes vers Paris et sa région, soit 77,7 % des départs féminins.

Trente jeunes sur trente-deux sont partis avec une embauche préalable.

Les jeunes d'origine maghrébine se différencient nettement de ceux d'origine française, catalane ou non, par leur importante mobilité. Celle-ci en effet est supérieure à celle observée parmi les générations antérieures de Français du département. Toutefois là encore, à l'identique des autres jeunes, les femmes sont plus mobiles que les hommes si l'on observe leurs départs en 1993. Parmi les jeunes d'origine maghrébine, on notera encore l'importance des mobilités vers l'Espagne pour les seuls hommes, et leur capacité de partir sans embauche préalable. Enfin, parmi les jeunes Français originaires d'autres départements et venus résider à Perpignan et dans sa périphérie avec leurs parents après leur naissance, les

départs sont peu nombreux, 11,5 %, et n'interviennent qu'après embauche. Chez les jeunes hommes ils n'atteignent que 3,5 % pour 19 % chez les jeunes femmes.

Des mobilités existent toutefois, mais elles sont limitées à l'espace départemental : sur 800 jeunes de notre échantillon des familles catalanes résidant dans les petites villes du département et qui n'émigrent pas, 453 se relocalisent à Perpignan, et les autres disent « aller très souvent à Perpignan, dans le centre, au cas où... ». Le chef-lieu du département devient l'ultime centralité. Ceux de Perpignan demeurent dans la ville, et nombre d'étrangers au département, ou à la Région, arrivent pour s'installer dans quelque appartement pauvre mais très bon marché, dans le marché foncier de la misère.

« Sauve qui peut, les filles » : pauvreté et machisme

La féminisation des départs parmi les jeunes relève d'évidence d'un long processus : entre 1947 et 1956, 71 % des jeunes hommes partent et 29 % des jeunes femmes ; entre 1967 et 1976, 50,7 % et 49,3 % et entre 1987 et 1993, 32,4 % et 67,6 %. Chez les jeunes femmes d'origine maghrébine, c'est entre 1990 et 1993 que la tendance s'inverse puisque l'on passe de 60 % de départs masculins et 40 % féminins en 1990 à 41 % et 59 % en 1993.

Ce que nos investigations par entretien, au cours desquels nous effectuons des relevés de trajectoires spatiales et professionnelles, nous ont permis d'identifier en premier c'est que l'existence de familles étendues dans l'espace national est étroitement corrélée aux départs. Les formes familiales nucléaire ou monoparentale sans liens particuliers avec d'autres parties des familles sont les plus nombreuses parmi les personnes qui sont arrivées à Perpignan ou dans sa périphérie sans attaches préalables. Les jeunes y sont les moins mobiles. Par contre les familles maghrébines ont conservé de forts liens entre branches familiales dispersées dans le territoire national ; les familles étendues permettent autant de circulations entre jeunes dans le territoire qu'il existe d'implantations. Par ailleurs des emplacements communautaires dans les villes, tels ceux décrits précédemment à Marseille ou à Perpignan, permettent l'activation des relations entre branches familiales dispersées, leur donnent l'occasion de rencontres ou de regroupements occasionnels, autour d'achats ou de retours au pays en commun, ou encore lors des préparations de grandes fêtes, de cérémonies. Les jeunes y sont les plus mobiles. Les familles d'origine catalane sont moins dispersées en France et moins fractionnées que les familles maghrébines. Elles occupent moins de sites différents, mais sont plus nombreuses que les familles nucléaires précédemment signalées. La capacité de mobilité, en supposant qu'elle manifeste une capacité d'initiative qui fait « modernité » en temps de crise, est inversement proportionnelle à la concentration et à l'étroitesse de la famille. L'idéologie de l'archaïsme de la famille étendue et de la modernité de la famille nucléaire, souvent présentée comme certitude par l'opinion



Perpignan. Jeunes, vieux habitants et touristes.

publique, les élus, et par bien des chercheurs, se trouve, ici, mise en cause.

C'est ainsi que les familles maghrébines sont les plus à même de faciliter ces circulations. Dans les familles catalanes, ce sont moins les parentés qui sont repérées d'abord, mais les personnes qui ont réussi dans une administration ou une entreprise, ailleurs. Il faut alors trouver un proche intermédiaire et contacter ces exilés de la réussite. Pour un stage en été, un premier « petit emploi ». Lorsque ce repérage est opéré et fonctionne, alors les réseaux familiaux sont alertés afin de situer le plus proche du lieu de travail : pour un hébergement en cas de voisinage, ou pour un accueil des fins de semaine, si les distances sont plus grandes. Ce type de circulation fonctionnait « à plein » dans les années 1967-1976, mais n'est plus guère performant actuellement.

Le rôle des notables locaux consistait à faciliter les repérages des « parrains ». C'est eux qui écrivaient la première lettre de recommandation. Ils facilitaient en fait les circulations dans les deux sens car ils devenaient ainsi les obligés de ceux qu'ils sollicitaient et, à l'occasion, ils rendaient le service. Faciliter les mobilités était un des grands rôles des élus. Désormais, en matière d'emploi, ils deviennent plutôt des quémandeurs de stages, et tentent d'user de leur influence pour distribuer à quelques jeunes des occupations locales de survie, glanées parmi les dispositifs sociaux de traitement de la précarité. Là encore, la perte d'efficacité du politique est manifeste. Et dans une ville comme Perpignan, où aboutissent les mobilités locales des jeunes chercheurs d'emplois, le problème posé

aux élus est redoutable : d'intermédiaires entre étages territoriaux dans les parcours vers les centralités, ils deviennent gestionnaires d'éphémères occupations locales d'une population de plus en plus dense de demandeurs d'avenir.

L'exil des filles

Nous avons observé combien les jeunes femmes, de toutes origines, partent davantage du département que les hommes. Et ce phénomène ne cesse de croître. L'hypothèse selon laquelle il existerait dans les grandes villes, et surtout en Région parisienne, puisque c'est leur principale destination, plus d'emplois féminins n'est pas recevable. En effet, plus de la moitié des départs conduit à occuper des emplois mixtes. A Perpignan même, les emplois de service et de niveau moyen sont de plus en plus féminisés. Régulièrement, dès lors que la sœur ou la voisine de tel jeune reconnu parmi la foule des chômeurs qui se rencontrent en centre-ville trouve un emploi dans une autre ville, courent les rumeurs des « promotions canapés » : la classe politique locale n'aurait rien perdu de sa capacité à trouver des emplois, mais les réserverait surtout aux jeunes femmes afin d'assouvir, avec la facilité que permettent ces temps de crise, leurs pulsions libidineuses. Des cités HLM aux zones pavillonnaires, en passant par les quartiers du centre de Perpignan, on entend, de temps à autre, mais de façon unanime, circuler cette rumeur. Ainsi, chaque village, chaque quartier, aurait sa maîtresse du Président du Conseil général, du Maire, du député, etc. On la connaît, on l'a vue en sa compagnie, etc. Tous les ingrédients habituels de la rumeur sont réunis. Ces rumeurs ont même été utilisées durant la campagne électorale pour les élections municipales de juin 1995, par des distributions anonymes, nocturnes, de tracts non moins anonymes.

La rumeur est une construction sociale, une production qui n'est pas sans objet ; en ce sens, elle peut opérer comme un précieux indicateur dans la lecture des tensions sociales. Nous nous sommes intéressés à l'origine de ces bruits, tant ils expriment un dépit masculin face à la meilleure capacité de milliers de jeunes femmes de se localiser plus massivement et plus rapidement que les hommes dans les dispositifs de travail. L'enquête que nous avons menée, auprès de services municipaux et d'élus, nous a montré que les demandes de recommandations, d'interventions, pour un poste offert émanaient à plus de 80 % de jeunes hommes, ou de leurs familles. Sur ces 80 %, une infime minorité se souciait de demander les descriptions de postes, les renseignements sur les institutions ou entreprises d'accueil : un sur douze à la mairie de Perpignan en juin et juillet 1993, et une proportion à peu près identique au Conseil général des Pyrénées-Orientales. Par contre, durant la même période, huit jeunes femmes sur dix demandaient ces renseignements en effectuant de trois à cinq déplacements dans les services d'information ou d'emploi concernés. Certaines même, dans les populations maghrébines, venaient s'informer pour

leurs frères. Les hommes campent sur une sorte de légitimité masculine familiale, qui irait de soi, et les femmes sur une légitimation institutionnelle négociée.

Coopératives et extraverties

« L'effet de féminité », essentiellement culturel, que nous avons relevé comme actif en premier lieu, n'est pas d'abord redevable d'une différenciation entre groupes socio-économiques ou situations d'exception par rapport à la généralité des destins, mais au contraire traverse les familles, et très particulièrement oppose en univers antagoniques de la « féminité » et de la « masculinité » les membres des fratries. Cette configuration est généralisée dans les familles nombreuses appartenant à la population témoin de cette recherche : on la trouve dans tous les quartiers de Perpignan ; elle concerne des familles d'origine étrangère, venues du Maghreb, d'Espagne, d'autres régions de France, ou locales de vieille origine catalane.

Le modèle de « féminité » est effectivement représenté par les filles, aînées ou non, *et* par les garçons poursuivant des études secondaires jusqu'au baccalauréat, et bien sûr des études supérieures, mais encore par des garçons poursuivant, avec acharnement et repliement dans l'univers intérieur familial, un projet de réussite professionnelle de quelque niveau qu'il soit. Les rapports à la famille et aux instances sociales, durant l'adolescence, se caractérisent dans la quasi-totalité de ces cas par une précoce prise en charge des démarches. Le cas le plus révélateur de ces processus est encore une fois celui d'étrangers : les jeunes filles de familles d'origine maghrébine. Les normes culturelles familiales leur interdisent les sorties dans l'espace des cours et des rues durant l'adolescence. Le partage de l'intimité familiale les conduit, scolarisation aidant, à accomplir très jeunes les formalités multiples, presque quotidiennes, qu'implique la vie sociale en France. Formulaire de toutes sortes, calculs de revenus, lettres à divers organismes, constitution et suivis de dossiers pour des parents souvent illettrés. Ensuite viennent les accompagnements, de la mère, du père, d'un frère, dans les diverses institutions ou services publics. Enfin vers quatorze ou quinze ans les sorties pour ces démarches sont, lorsque les accompagnements ne sont pas obligatoires, entreprises solitairement : le paradoxe de cette éducation, qui livre l'espace public de proximité aux sociabilités masculines et réserve la relation entre l'espace intime familial et les institutions aux sociabilités féminines, est de permettre aux secondes une connaissance des institutions, services, entreprises, de leurs localisations et finalités, des moyens de les atteindre, sans pareille dans les populations masculines de même âge. Ces dispositions, affirmées dans les milieux maghrébins, sont présentes parmi les populations méditerranéennes, catalanes, espagnoles, turques, italiennes ou portugaises présentes en grand nombre à Perpignan.

Les jeunes filles maghrébines approchent et comprennent beaucoup plus tôt que leurs frères ces institutions qui caractérisent le tissu social. Il n'est donc pas étonnant qu'elles se révèlent les plus aptes à se déplacer vers les centralités institutionnelles, donc urbaines, pour leur entrée dans la vie économique. Ces dispositions existent parmi les autres jeunes filles françaises, d'origines catalanes ou non. D'une façon générale, les adolescentes occupent des rôles de médiatrices entre leurs familles et les différentes instances sociales extérieures. Du « dedans » de l'espace familial, elles passent au mieux au « dedans » des espaces institutionnels complexes. Les garçons qui terminent leur formation hâtivement, à seize ans, présentent des caractéristiques inverses : du « dehors » de l'espace familial, ils demeurent au « dehors » des espaces institutionnels.

L'errance des garçons

Le modèle de « masculinité » entretient, en effet, des rapports beaucoup plus frontaux avec tout ce qui n'est pas directement lié aux camarades garçons quotidiennement fréquentés ; les sorties dans Perpignan sont marquées par de longues phases d'errance entre groupes parfois nombreux de huit à vingt personnes ; une seule institution est unanimement signalée, la mission d'emploi pour les jeunes, et le souci de recherche d'information est minime, inexistant souvent en dehors des hasards du bouche à oreille. Les loisirs « spontanés » consistent en séquences sempiternelles de « foot » entre groupes de quartiers voisins, en longues occupations des espaces de jeux, ou des rues du centre-ville. Les perspectives d'avenir ne sont pas signalées au-delà du désir d'obtenir un « CES », n'importe lequel, pourvu qu'il permette de perpétuer un consensus de présence au foyer familial mis à mal par l'absence totale de moyens ; ces jeunes se reconnaissent de 16 ans jusque bien au-delà de 25 ans. Ceux qui partent, obtiennent un emploi, à Perpignan ou ailleurs, sont identifiés par leurs camarades comme appartenant au monde de la féminité.

« Pour trouver un travail, j'ai dû arrêter avec les copains. Pas parce qu'ils me poussaient à pas en trouver, non, non, on était bien ensemble, il y avait pas de voyous, mais on pensait jamais à un travail, à un appart, à une femme dedans. [...] On disait, là ou là y a un stage, qui y va ? et s'ils te prennent pas j'irai après. Et si on pouvait faire le moins pour le peu d'argent qu'on nous donnait, c'était mieux. [...] Les sous, c'était pour tous. Pour aller à Canet, à Saint-Cyprien, en Espagne. [...] Quand ça a changé pour moi, c'est parce que j'ai été malade dans ma tête. Mon père m'avait montré une fille de chez nous, et on devait s'arranger pour être ensemble, pour se marier traditionnellement, quoi. [...] Mais comment je faisais, j'avais rien. Et je suis devenu amoureux d'elle, à y penser toujours partout. [...] Elle commençait à travailler comme secrétaire médicale dans une clinique. Alors je me suis dit, « elle a des sous, on

peut habiter ensemble, et je pourrai chercher un travail ». [...] Je suis allé la voir. C'est la première fois que je lui parlais. Alors, parce que j'avais peur, j'ai fait comme on fait, les hommes, je l'ai prise par les épaules et je l'ai un peu secouée en riant ; je lui disais « tu te souviens Farida, comme tu étais petite, quand je me moquais de toi ». Alors elle m'a regardé froid, très froid, dans les yeux et elle m'a dit « lâche-moi ; mon père il fait ça à ma mère quand il l'a battue. Moi, personne ne me le fera. Je n'ai pas besoin de toi, je ne sais pas qui tu es. Oui, je t'ai vu dans la rue à siffler les filles. Sors tes mains et va en chercher une autre ». C'était terrible. Nos familles se sont fâchées. Son père voulait la battre mais elle est partie de la maison et elle est allée vivre avec un Français. Moi j'ai été malade. Des mois malade. Je suis allé en maison de repos, et en redescendant je m'y suis mis ; j'ai fait la formation, et deux années avec un tout petit salaire, maintenant j'ai un métier. [...] Les copains ils m'ont dit « tu es devenu une fille, Lounès, tu as plus goût à sortir, tu es plus comme nous ». C'est vrai, j'étais plus comme eux, je restais à la maison, je parlais à ma mère et à mes sœurs, que jamais je leur avais parlé avant. [...] J'ai le travail. »

A Perpignan, pauvreté et machisme s'articulent pour composer les univers sociaux et les territoires des jeunes. Des populations de plus en plus nombreuses de jeunes n'ont plus accès aux « loisirs marchands » qui caractérisaient en centre-ville une densification des activités conviviales développées dans des lieux à accès payant, cafés, cinémas, certains commerces. Corrélativement, ces services, ces entreprises, sont fragilisées, et leurs clientèles réduites. S'offrir un café, une place de cinéma, un produit de consommation courante est de plus en plus difficile pour de nombreux jeunes, alors même que la fréquentation du centre-ville devient pour eux de plus en plus intense et de plus en plus généralisée. Les uns, solvables, partent, les autres, sans moyens, arrivent plus fréquemment et en plus grand nombre.

Présences en centre-ville

Quels sont donc les usages du centre développés par la population des jeunes en situation de précarité économique, ceux qui ne peuvent fréquenter les services payants qui caractérisent l'économie marchande des loisirs, et que l'on rencontre dans « la rue » ? Nous avons pu réaliser une première enquête descriptive de leurs pratiques durant le mois de mai 1993, et une seconde à la même époque et dans les mêmes conditions en 1996¹. Ces deux travaux nous permettent d'identifier des comportements collectifs stables, mais aussi des nouvelles conduites hautement significatives d'évolutions généralisées.

1. En 1993, 1 402 jeunes en 172 groupes, les après-midi des mercredi, vendredi et samedi 11, 20 et 21 mai. En 1996, 1 487 jeunes en 159 groupes, les après-midi des mercredi, vendredi et samedi 22, 24 et 25 mai.

Les limites du centre-ville

Les points d'observation d'arrivée des flux de jeunes en centre-ville furent déterminés par des comptages le long des axes reliant les divers quartiers au centre. Plusieurs critères, éventuellement conjugués, nous permettaient de définir « l'entrée » en centre-ville. Le premier consistait en l'interruption du cheminement d'approche, par une pause qui pouvait aboutir à la redistribution du groupe : fragmentation, attente de nouveaux groupes ou individus, point de distribution dans plusieurs directions. Le deuxième, en l'observation d'un changement de rythme de marche : rythmes irréguliers, arrêts fréquents, étirement des groupes. Ces divers critères nous désignèrent, en 1993, les contours d'un « centre des jeunes » oblong Nord-Sud et de dimensions très réduites Est-Ouest. En 1996, ce centre s'arrondit en incorporant un quartier, Saint-Mathieu, qui offre un espace de ruelles étroites se croisant à angle droit, bordées de vieilles maisons de deux ou trois étages qui abritent des populations pauvres et des migrants récents et anciens (Espagnols de la « retirade »). Ces changements sont lourds de significations. Entre 1993 et 1996 ce quartier Saint-Mathieu devient un lieu de destination et de rencontre de nombreux jeunes en balade dans le centre. Là résident, passagèrement ou durablement, en squats ou non, parmi un milieu populaire d'anciens résidents de plus en plus pauvres, de nombreux groupes désignés comme « marges » : routards, SDF, immigrés récents, jeunes en rupture de famille.

Les centralités associées au centre-ville

Les groupes se recomposent au gré des rencontres, ou suivant des rythmes d'occupation, de co-présence qui dépassent rarement les quarante-cinq minutes. Se scinder, se retrouver, se reformer à partir de la rencontre d'autres jeunes en provenance d'autres quartiers donne sens à la présence en centre-ville et permet une mixité, une rencontre des diversités, inexistante dans les quartiers d'origine. A l'occasion de ces échanges, de nouvelles destinations sont choisies : les villages balnéaires peu éloignés de Perpignan font centralité associée. De la première à la dernière de nos observations, nous avons vu, interminablement, des petits groupes prendre la direction de ces villages, se donnant parfois rendez-vous quelques heures plus tard dans le centre.

La gare de Perpignan est une destination secondaire fréquente à partir du centre. A la gare, ce sont les jeunes qui « débarquent et sont un peu paumés » qui attirent ; ils sont rapidement associés aux itinéraires vers le centre-ville. Chacun y va de son histoire d'une liaison avec une ou des belles filles venues du Nord, des grandes villes françaises ou étrangères. Mais la gare ne fixe pas longtemps : une demi-heure, parfois une heure, et de là, on retourne vers le centre-ville ; la gare ne renvoie pas ces jeunes vers l'extérieur de Perpignan. Nous en avons ren-

contrés, dans la gare même, qui projetaient d'aller vers des villages proches de la ville ou au-delà de la frontière, et qui se demandaient qui mobiliser avec une voiture.

En 1993 nos observations excluaient le suivi de jeunes perpignanais en dehors de la ville, elle nous permirent toutefois d'identifier des jeunes d'autres villages dans le centre. Environ 20 %, et en 1996 environ 35 %, des jeunes en balade dans les rues du centre-ville venaient de villages parfois éloignés de cinquante kilomètres de Perpignan. Les jeunes réalisent en quelque sorte une régulation de bons voisinages entre la centralité ultime perpignanaise et des centralités secondaires.

Deux villages proches sont connus par ceux qu'attire le rock, c'est-à-dire la quasi-unanimité, mais la référence à ces lieux est toujours assortie de restrictions : la diversité n'existerait que dans le centre de Perpignan. Là on se vit pleinement en êtres urbains. Les rencontres donnent un sentiment de liberté ; les repérages qui font citoyenneté ne sont pas absents de la connaissance du centre-ville : mairie, préfecture, quelques musées. Le journal qui contient de nombreuses informations sur la vie de la ville et des villages, *l'Indépendant des Pyrénées-Orientales* est lu par la plupart des groupes, récupéré dans des poubelles, sur des tables de terrasses de café, ou parcouru sur des panneaux d'affichage. Les rubriques « spectacles » sont prisées, pour prévoir un éventuel déplacement nocturne, mais aussi les nouvelles des accidents et incidents qui émaillent la vie de la cité et sur lesquels des jeunes sont toujours prêts à rajouter quelques informations.

Cette affectation de sens politique est manifeste au centre et contraste avec l'absence d'intérêt pour les événements collectifs exprimée dans les quartiers en périphérie par les mêmes jeunes. Une attente peu claire mais réelle par rapport aux élus réalise un moment de conscience de l'évolution de la nature même des espaces de centralité ; ce mouvement est antérieur au changement de municipalité, mais la nouveauté de l'équipe, le profil même du maire, décrit comme « jeune », provoquent une exacerbation des attentes : « on doit nous donner des salles, des terrains, des lieux où se retrouver à l'abri entre nous » disent les jeunes.

Les enjeux des rencontres au centre

En fait ce que suggèrent ces usages et ces perceptions du centre-ville, c'est une réaffectation du sens de l'espace public, non plus conçu à l'échelle des transactions commerciales qui s'y déroulent mais selon la finalité des lieux ouverts à la rencontre des autres ; un vaste champ de la mixité, dont on attend la découverte de la totalité sociale, politique, urbaine. Ce qui est signalé par contre par les adultes qui résident dans ces rues c'est la fermeture ou le départ de quelques commerces ; « le centre se vide », nous dit-on, et souvent on ajoute : « il y vient de plus en plus de voyous ». Cette affirmation non seulement ne correspond pas aux pratiques de réinvestissement du centre, que nous signalons, mais encore associe les nombreux jeunes pro-

meneurs, acteurs réels de ce renouvellement de sens de l'espace public, à la désignation globale de marginalité. L'antagonisme est fort entre ces représentations du centre-ville comme lieu des échanges commerciaux, portées par les « acteurs économiques », et lieu des co-présences conviviales mises en œuvre par les jeunes « de la rue ».

Parcourir le centre-ville correspond à des rites d'occupation de l'espace qui ne sont pas le fait du hasard. Chacun a sa stratégie d'approche, réinstalle les frontières entre le dedans-centre et le dehors-quartiers, avant de se croiser, de se rencontrer, de se mélanger.

Les faits et gestes des jeunes dans leurs itinéraires de centre-urbain ne se distinguent pas de ceux du commun des passants : discussions interminables, rapportant ce que l'on connaît d'ailleurs, à ceux que l'on rencontre pour la première fois, ou ce que l'on a vécu depuis la dernière rencontre. On informe l'autre sur tout ce qui paraît d'intérêt général : c'est dire que la référence à la chronique « de minuit à minuit » du journal *l'Indépendant* est intense. Un tel connaît ce jeune qui a eu un accident avec une voiture volée, tel autre signale les derniers projets qui concernent des jeunes : la salle de patinage l'emporte sur la salle rock « en été, pas en hiver ». Il est question des jeunes animateurs de quartiers connus de tous et érigés en modèles de devenir. La possibilité d'un stage est immédiatement connue, et donne lieu, les lendemains, à des débordements des services concernés qui tentaient de passer l'information sur un mode discret. Là se déclarent les intentions de travailler quelques journées au noir et se forment des « équipes », qui peuvent fédérer des « vieux » ; là encore se partage le cannabis et sont choisis les lieux de fin d'après-midi, en squat ou dans des « appartements ouverts », où l'on terminera paisiblement ces parcours dans le centre de Perpignan.

Hormis donc les rythmes d'après-midi, qui vont s'étirant vers le soir au fur et à mesure que les jours s'allongent, la structure classique de la journée est la suivante : matinée vie intra-familiale, début d'après-midi vie intra-familiale, phase de quinze heures à dix-neuf heures sorties et, après vingt heures, vie intra-familiale, sauf à partir du mois de juin où la longueur des rythmes diurnes permet des rencontres après dix-neuf heures et jusqu'à vingt-deux ou vingt-trois heures. La présence intra-familiale est donc longue, et la présence en espace public n'est souvent qu'une courte phase. Dans les enquêtes menées en 1996, nous avons noté l'existence de nombreux groupes de quatre à cinq jeunes qui poursuivent leur balade en centre-ville par des incursions de plusieurs heures dans les nouveaux quartiers de centralité qui hébergent des populations désignées comme « marginales ».

Entre 1993 et 1996, les transformations de la présence des jeunes en centre-ville sont nombreuses : en 1993, période où leurs circulations intenses dans la rue requiert l'attention des divers services sociaux, 45,5 % d'entre eux, en centre-ville, sont des usagers des services marchands de loisirs. En 1996, cette proportion passe à 13 %. La rue, partagée entre jeunes « avec des moyens » et

jeunes sans ressources en 1993, passe aux pauvres en 1996, pourrait-on dire. Pourtant leur présence est moins démonstrative : en effet, alors que leur effectif en groupes de moins de dix personnes représentait 7 % de l'ensemble des jeunes en 1993, il monte en 1996 à 51,5 %. Corrélativement, les effectifs des groupes de plus de quinze jeunes dans la rue passent de 24 % de la population totale en 1993 à 3 % en 1996. Donc, plus grand nombre, plus grande proportion de jeunes pauvres, mais fluidité plus marquée. La composition des groupes « dans la rue » change : de nouvelles populations apparaissent, mêlées, comme les jeunes gitans catalans ou les Sans Domicile Fixe, les routards et néo-ruraux en phase de « manche », hommes ou jeunes femmes, ou homogènes, comme les jeunes femmes et les femmes gitanes catalanes, comme les jeunes Sénégalais. Ces présences nouvelles concernent 42 % des groupes dans la rue, alors qu'elles étaient inexistantes en 1993.

Ces populations apparaissent de façon significative dans les groupes de jeunes dans la rue. En fait les nouveaux venus des après-midi déambulatoires perpignaises se distinguent des populations dans la rue en 1993 par leurs mobilités dans des espaces qui excèdent largement ceux de la ville et de son département. Le cas est particulièrement flagrant pour les routards, sans domicile et néo-ruraux (dans leurs identités « hippies ») que les désignations populaires amalgament sous la dénomination de SDF.

Les relations villes-campagnes

Le mouvement d'installation de populations néo-rurales, dans le piémont pyrénéen des Pyrénées-Orientales fut important dans les années soixante-dix. Ses composantes furent variées : couples ou solitaires qui remirent en culture des exploitations abandonnées dans les étages les plus élevés des zones agricoles, associés pour la réhabilitation d'un hameau, d'un monastère et de ses dépendances, communautaires qu'une proximité de pensée rassemblait dans de microscopiques déserts. Tous les nouveaux habitants avaient la particularité d'être étrangers aux sociétés locales qu'ils traversaient ou poussèrent un petit peu, suffisamment toutefois pour que les rejets des « hippies » se généralisent et les situent dans un territoire autre, transversal à tous ces microcosmes locaux. Les différences persistèrent entre composantes néo-rurales, mais des coordinations, des associations, se mirent en place un peu partout pour fédérer, légitimer, défendre, ces nouvelles présences. De telle sorte que les circulations nécessaires pour la satisfaction des besoins élémentaires se développèrent préférentiellement entre néo-ruraux. Dès lors, ces populations formèrent milieu, non point société car leurs trajectoires étaient trop différentes, ni groupes distincts, puisqu'ils vivaient des proximités originales : une des expressions majeures de ces nouvelles sociabilités, toujours actuelle, réside dans l'intensité des liens et l'amplitude des

réseaux entretenus avec des habitants de villes françaises ou européennes, allemandes en particulier. De nombreux individus ou couples activent toujours des liens qui avaient existé dans les milieux urbains avant l'installation néo-rurale. Les néo-ruraux reçoivent beaucoup, surtout à la belle saison, et bon nombre de ceux qui viennent les voir tentent à leur tour de rester là : parents, proches, enfants de ces familiers, adolescents ou jeunes gens, en rupture ou non avec leurs milieux d'origine. Si ces mobilités existent aujourd'hui intensément, les situations locales des néo-ruraux des années soixante-dix n'en ont pas moins évolué : les uns reçoivent dans des gîtes ou des fermes qui n'ont rien à envier à certaines hôtelleries, d'autres partagent leurs espaces, construisent des huttes ou des tipis, comme ces groupes « d'indiens » de vallées du Conflent. Les plus éloignés des voies et normes de l'intégration économique locale attirent hors des villes des populations de jeunes qui y vivent aujourd'hui comme des personnes sans domicile, des vagabonds urbains, et des « routards » qui trouvent là des haltes à leur convenance, loin des sollicitudes intégratives des associations et dispositifs d'État qui émaillent leurs parcours. Chaque groupe de ces néo-ruraux devient une destination possible, et leur ensemble forme un vaste territoire aux nombreuses opportunités de localisation et délocalisation. Les activités de survie à partir de quelques chèvres, ou d'occupations qui ne permettraient que de rares contacts avec notre société marchande, se sont récemment élargies vers la manche, la mendicité, importée des villes par les derniers venus. De telle sorte que Perpignan est l'espace urbain commun de référence parmi ces groupes de néo-ruraux qui ont récemment réalisé l'unité avec les SDF et les routards : des campements, on « descend » vers les petites villes proches, d'abord et à l'occasion d'un marché ou d'une fête, pour mendier, puis, plus régulièrement, on va jusqu'à Perpignan. Là, on se retrouve dans le quartier Saint-Mathieu, si l'on est un « ancien », qui connaît déjà des « installés », et dans un autre quartier où se sont densifiées les associations d'aide, si l'on est un nouveau venu « du Nord », mais dans ce dernier cas, il ne s'agira que d'une étape vers le nouveau milieu. Depuis trois et quatre années des associations se sont implantées en effet dans un quartier du Nord de Perpignan et développent une politique de grande proximité avec les SDF et les routards : les animateurs contribuent à instaurer des porosités entre ces populations et d'autres concernées par les mêmes diverses actions de développement social et culturel. A partir des bastions néo-ruraux montagnards, et de leur attraction de la misère des villes du Nord, Perpignan et plus précisément le quartier Saint-Mathieu, devient centre, ressource, recours. En somme, le rôle d'articulation des villages et quartiers locaux avec les grandes villes françaises, que jouait historiquement Perpignan pour faciliter l'entrée dans la vie active des jeunes, fonctionne à rebours, à l'inverse : non plus pour accéder à un quelconque confort économique, mais pour

accueillir, rendre supportable, la misère de nombreux jeunes, français ou étrangers.

Immigrés africains, gitans et jeunes chômeurs

Du Sud arrivent depuis peu des Noirs africains, après quelques étapes, par Dakar lorsque l'on est un « homme du Fleuve », malien ou sénégalais surtout, mais aussi par de nombreuses villes d'Espagne, Barcelone étant la plus proche, où l'on a participé à quelques commerces de babioles ou de drogues. Il n'y a pas de place, à Perpignan, dans les logements sociaux pour ces hommes seuls, et il n'y en a pas davantage dans les « territoires ethniques » gitans ou maghrébins du quartier Saint-Jacques : le quartier Saint-Mathieu offre sa porosité, l'accueil de ses petites maisons que les populations autochtones pauvres depuis longtemps, de plus en plus pauvres aujourd'hui, quittent solitairement pour se relocaliser dans des lieux peu visibles de plus grande pauvreté encore. Les Sénégalais et les Maliens s'installent dans ce quartier et activent des circulations nombreuses depuis les Suds, mais aussi, et parce qu'ils ne perdent jamais de vue leurs proches qui les ont précédés en France, depuis des villes du Nord. Là encore un renversement de tendance est en œuvre ; les départs de jeunes, coopérants militaires ou civils, dans les contextes historiques colonial ou post-colonial, étaient nombreux : ils se sont éteints au bénéfice de ce renversement de circulations.

Enfin, de nombreux jeunes gitans fréquentent eux aussi ce quartier Saint-Mathieu : il s'agit de ceux qui, de plus en plus nombreux, ressentent comme trop contraignant, trop dangereux, le repliement actuel de la communauté gitane catalane de Saint-Jacques vers l'autoconsommation et les économies liées au trafic de l'héroïne. Ils trouvent dans ce nouveau quartier du brassage, de la mixité, des rapports de voisinage qui les placent à distance de ceux dominants dans leur territoire communautaire.

Quant aux femmes gitanes, qui, en groupes de dix à vingt, toutes générations mêlées, en poussettes, galipettes, intimités adolescentes, corpulences adultes, retards des vieilles courbées, parcourent les rues du centre-ville en été, et s'arrêtent dans les principaux lieux de l'animation « commerciale » ou touristique, elles créent de vastes brèches dans l'ordre urbain local, celui qui veut que chacun, et surtout les femmes, demeure dans les limites de son territoire, surtout s'il est ethnique, la nuit venue, pendant que les lisières qui l'encerclent permettent divers trafics qu'instituent l'imperméabilité des frontières. Là encore les gitanes bousculent ces codes de l'emprisonnement, de la dissimulation « à demeure » des populations désignées comme marges : elles manifestent dans les quelques lieux consacrés à la centralité « officielle », marchande, la présence de tous les leurs. Les brèches qu'elles ouvrent, de leurs positions économiques et sociales les plus misérables, de leur si lointaine distance sociale, s'im-

posent non seulement dans leur communauté propre sur le mode du « pouvoir en sortir », mais encore à la ville entière : réinvestissement du centre par ses marges, affectations de sens nouveaux, de visibilité qui se pourraient décloisonnantes, œuvres de Renaissance, à l'image des jeunes, mais aux heures où ceux-ci se replient dans leurs quartiers ou à Saint-Mathieu.

Tous les nouveaux venus communiquant, ce quartier a acquis récemment une centralité unique dans Perpignan : celle qui permet la plus grande fluidité, les échanges les plus divers, la rencontre d'individus issus des lieux les plus éloignés et les plus exotiques les uns pour les autres. D'autres jeunes, situés sur un territoire symbolique « autre » dans la ville les ont vite rejoints : ces jeunes chômeurs des divers quartiers qui constituent dans le centre, depuis des années, une renaissance des sociabilités, des urbanités, que nul autre qu'eux-mêmes ne saisisse. C'est ainsi que se croisent, se fréquentent, cohabitent ou marchent de concert, dans ce quartier du centre de la ville de Perpignan, dans ce cadre que la pauvreté a, depuis des décennies, tenu à l'écart des contraintes, des normes caractéristiques des rues bourgeoises, des jeunes d'ici et de tous les ailleurs. Après avoir assigné au seul centre-ville qui brasse commerces bourgeois et rues, jusque vers 1993, l'expression de leurs civilités sur le mode des usages des ramblas espagnoles, les jeunes chômeurs créent une nouvelle centralité, d'une toute autre ampleur, dans un quartier d'où sont absents les attributs et l'urbanisme des économies marchandes. Les civilités paisibles qui caractérisent ce quartier se constituent autour de nombreux échanges matériels et symboliques dont le plus généralisé est probablement celui du partage du cannabis.

Les lieux de trafic

Les frontières des quartiers ethniques sont des lieux particulièrement dangereux : la déshérence actuelle de chaque communauté s'y exprime de façon violente. Le client est à la fois celui qui est nécessaire aux petits commerces souterrains de cul-de-sac, à la survie de familles que tout espoir de trouver place en société a abandonnées, et celui qui signifie cette grande misère. Il n'y a pas de « territoires psychotropiques » à Perpignan ; ils n'existent pas, là, ces lieux où se manifeste un territoire « hors normes », une zone morale, comme disaient les sociologues de Chicago dans les années vingt, bref un carrefour de circulations qui fédère en un éphémère mais réel milieu, quelques heures, une nuit, les désirs d'individus que tout sépare dans leurs activités professionnelles, leurs situations familiales, leurs univers résidentiels. Il n'y a pas de lieu du renversement institué des normes et des valeurs, comme dans ce quartier du Barrio Chino de Barcelone, où l'on peut identifier rapidement les quelques règles qui permettent paisiblement d'acheter, consommer,

revendre tous les produits interdits partout ailleurs dans la ville, d'assouvir des désirs inexprimables en privé ou en public là où s'imposent les normes les plus communes. Il n'y a, dans cette ville que d'étroits couloirs, d'obscures ruelles de lisière, qui permettent, dans un sentiment extrême d'insécurité et d'illégitimité, quelques achats de produits interdits en contournant les communautés ou les collectifs refermés sur eux-mêmes. Le quartier Saint-Mathieu est en train de devenir un lieu de la circulation, de la « porosité sociale » au milieu de ces univers cloisonnés ; comme dans le Barrio Chino, il signifie essen-



Orchestre gitan dans une rue espagnole.

tiellement sa réalité de territoire « paisible » où les différences peuvent trouver place, se fédérer autour de codifications originales des co-présences. Mais de fortes différences existent avec ces « quartiers spécialisés » des grandes villes, nombreux sont les jeunes des quartiers gitans ou maghrébins qui viennent là par refus de consommation des drogues dures ; leur présence à Saint-Mathieu tient davantage de la recherche d'un lieu à l'abri des violences communautaires que d'un espace spécialisé pour les commerces et consommations de psychotropes. Le cannabis est le support d'échanges qui signifient la nature paisible de civilités nouvelles, la conquête d'un espace pour soi de jeunes et de moins jeunes qui ne sont jamais, passée la trentaine même, entrés dans le monde du travail « officiel » de Perpignan et de lointains ailleurs, qui sont à bout de violences, d'exils, de tensions, d'exploitations et de déceptions. Leur présence n'est pas éphémère dans ce quartier, contrairement à l'institution des « zones morales », et l'influence du lieu s'étend vers le centre des balades quotidiennes, bien sûr, mais encore vers les divers quartiers qui fournissent les cohortes de flâneurs, vers les campagnes qui hébergent des néoruraux, les villes qui fournissent les routards et SDF, les espaces d'Espagne et du Maghreb traversés par les Sénégalais et les jeunes Maghrébins des économies souterraines. Alors même que Perpignan périclité comme centre économique, si tant est qu'il le fut jamais, une nouvelle

centralité s'affirme là, en dehors des schémas reconnus : celle de la pauvreté.

Des équipes de travail nomades

L'emploi est chose rare à Perpignan pour les jeunes sans qualifications. Par contre, le travail est moins rare : « au noir », bien sûr. Il s'est créé, dans cette ville, une sorte de consensus, chez les employeurs, comme chez les demandeurs, pour répartir des bribes d'activité de façon tournante. Chacun, qui fréquente le milieu que nous venons de décrire, a sa chance de trouver « à son tour » une activité rémunérée de quelques journées par mois, et plus en été, durant la conjonction des récoltes agricoles et de la saison balnéaire.

Le premier type d'activités concerne le périmètre de la ville et de ses périphéries agricoles ou commerçantes. Tout se joue par proximité de quartier, et ce sont les parents, eux-mêmes chômeurs, qui facilitent au mieux les embauches passagères de leurs enfants. Des logements sociaux, ou de pavillons construits à la fin des années soixante-dix, tous les matins, des hommes partent travailler au noir dans des exploitations agricoles voisines, ou encore à des travaux de manutention, de maçonnerie, dans les entreprises artisanales installées en périphérie, ou chez les particuliers qui résident dans les milliers de pavillons caractérisant l'urbanisme récent de l'agglomération perpignanaise. Terrassements de piscines, clôtures entre voisins, extension par un garage ou un appentis, finitions intérieures, procurent sans arrêt des activités que ces résidents hésitent à confier à des entreprises. Dans Perpignan même, des personnes âgées, toujours propriétaires de jardins potagers en périphérie immédiate ou dans la ville, font appel à cette main d'œuvre pour retourner la terre, ou pour des récoltes fatigantes, comme celle des pommes de terre, des cerises, etc. La ville vit en effet toujours en symbiose avec son substrat agricole. Des exploitations d'une tout autre importance, consacrées aux cultures intensives sous serres ou extensives, comme la vigne, prolongent le tissu urbain ; les variations de besoins de main d'œuvre sont importantes, mois après mois pour les premières ou saisonnièrement pour les secondes. Le secteur industriel est peu présent à Perpignan : par contre, les artisans y sont nombreux, et font parfois appel à des mains d'œuvre proches, souvent des ouvriers qu'ils ont licenciés à cause de la conjoncture économique ; les entrepôts, autour du vaste complexe de transports Saint-Charles, à l'ouest de la ville, sont nombreux et mobilisent, eux aussi, des mains d'œuvre occasionnelles. Dans tous ces cas, ce sont d'abord les adultes chômeurs qui sont pressentis. C'est donc eux qui, lorsque la tâche le nécessite, proposent aux jeunes de les accompagner.

Le deuxième type d'activités attire les jeunes de Perpignan dans les plaines agricoles du département. L'information d'un besoin, d'une opportunité, est donnée par des jeunes, originaires des villages de ces plaines, qui viennent nombreux à Perpignan et se joignent aux groupes de

rue. Il s'agit de garçons ou de filles de familles originaires de ces lieux, ou de Marocains qui ont suivi leurs parents dans la migration agricole ou qui sont nés en France. Le problème est alors de trouver un gîte non loin du lieu de travail. Certaines bâtisses, dans les propriétés agricoles, abritent de ces chambres ou dortoirs qui, depuis des décennies hébergent des populations de travailleurs saisonniers. Dans ce cas, les jeunes expérimentent une vie en commun qui les dépayse des routines et tensions de leur existence en famille. Lorsqu'une « bonne équipe » se forme, selon le double point de vue des employeurs et des jeunes, elle se pérennise de lieu en lieu, de récolte en récolte et provoque ainsi la création d'une unité de travail quasi permanente. Ces équipes comptent de quatre à sept jeunes. Alternent alors des phases de cinq à six journées de vie en commun, avec les répartitions de tâches de maintien du collectif, telles que cuisine peu élaborée, vaisselle, lessives, et des brefs moments d'une journée pour tous, lorsque l'organisation du travail s'y prête, ou de chacun à tour de rôle dans le cas contraire. Ces courts congés permettent une incursion à Perpignan de quelques heures directement dans un squat ou un appartement d'accueil du quartier Saint-Mathieu, une balade en centre-ville, afin d'interpeller les uns et les autres, et un passage dans la famille, pour renouveler ses vêtements, et maintenir sa place.

Ces équipes, lorsqu'elles dépassent le temps d'un été, acquièrent des mobilités remarquables, notamment vers l'Espagne. En effet de nombreux ouvriers agricoles professionnalisés, qui résident seuls ou en famille dans les villages ruraux, ont adopté depuis plus de dix années un rythme d'activités qui les localise environ sept mois dans les Pyrénées-Orientales et quatre à cinq mois dans la Catalogne espagnole. Ils rencontrent les équipes de jeunes et sont très intéressés, lorsqu'ils les jugent « sérieuses » à les associer à leurs activités en Espagne. Certains de ces jeunes, parce qu'ils ne désirent pas perpétuer ces conditions d'existence un peu nomades, parce qu'ils obtiennent enfin un travail plus permanent à Perpignan, ou pour d'autres raisons plus intimes, quittent les équipes. Des remplaçants sont alors recherchés parmi les jeunes en centre-ville. Les rendez-vous sont pris dans un appartement de Saint-Mathieu, et les sélections n'ont rien à envier à celles pratiquées par des entreprises.

Ces équipes sont nombreuses en été, elles se réduisent de moitié environ le reste de l'année, avec des temps de présence plus longs à Perpignan. Leur importance et leur rôle ne sont pas négligeables : il s'agit de passeurs entre les jeunes dans la rue et un milieu d'ouvriers agricoles professionnels qui les associent à leurs activités au-delà des premières rencontres. Au cours des mois, de véritables formations sont données « sur le tas », avec les technicités les plus poussées lors des tailles de la vigne et surtout des fruitiers, pêcheurs notamment, et lors de greffes. Des ouvriers agricoles permanents utilisent souvent un bout de champ pour préparer de jeunes greffes avec des sélections qu'ils découvrent lors de leurs travaux d'été ; ils

vendent ces plants à de petits exploitants agricoles. Les jeunes sont souvent associés à ces activités. Les liens avec les néo-ruraux se maintiennent lorsqu'un campement est proche des lieux d'activités. Les espaces de Catalogne espagnole proches de la frontière deviennent des lieux connus, pour les loisirs ou pour le travail. Là-bas, les jeunes retrouvent de nombreux « copains des rues de Perpignan » qui accèdent à un troisième type d'activités.

Il s'agit, dans ce troisième type d'initiatives, des activités repérées par les jeunes Marocains accompagnateurs de leur père ou de leur oncle dans les trafics de Perpignan au Maroc. Il est usuel pour eux de s'arrêter à Barcelone, ou Gérone, pour partager durant quelques semaines, voire quelques mois, leur existence avec des jeunes catalans d'Espagne. Le cannabis est leur « passeport » : tout d'abord ils fréquentent des milieux de jeunes, proches de ceux que nous venons de décrire, puis ils saisissent les opportunités de quelque travail. L'Espagne est une jeune démocratie et le poids des institutions d'État y est moindre qu'en France ; le travail au noir y est beaucoup plus généralisé et la permissivité plus grande pour les jeunes. De solides amitiés se nouent, qui introduisent ces Marocains non seulement parmi les jeunes à la rue, mais aussi parmi ceux des classes moyennes ; les opportunités d'emplois temporaires s'en trouvent multipliées. De nombreuses initiatives se développent à partir d'eux dès lors qu'ils rejoignent Perpignan et retrouvent leurs camarades dans les rues du centre. On retrouve là les formes d'activités précédentes, par équipes en milieu rural, mais encore des travaux dans l'hôtellerie et la restauration, ou diverses autres activités, dans les nombreuses villes balnéaires entre Rosas, près de Figuéras, et Barcelone. Il y a toujours quelques dizaines, voire quelques centaines en été, de jeunes de Perpignan à travailler autour du tourisme. Dès lors l'attraction est importante auprès de leurs camarades des rues de Perpignan : dès qu'une petite somme est gagnée, on se regroupe à quatre ou cinq, « une voiture pleine », et on « descend » en Espagne. Là, les boîtes de nuit sont fréquentées, alors qu'il n'en est pas question à

Perpignan, les jeunes filles sont abordées, des villages et villes visités : une « autre vie » semble se présenter, qui conforte l'idée généralisée que la « France est triste, lourde, qu'on y est contrôlés, observés ». Les Marocains et les ouvriers agricoles transfrontaliers aidant, les mobilités se multiplient ; lorsque l'on retourne à Perpignan, c'est pour raconter cent fois, dans les appartements de Saint-Mathieu ou dans les courtes rues du centre, ce que l'on a vu, entendu, fait et préparé pour la « prochaine tournée ».

Des dispositifs de mobilité originaux

Ces jeunes ont construit un dispositif facilitateur de multiples mobilités, alors même qu'on les suppose soumis à l'atonie de leur condition économique ; coincés dans une sédentarité exiguë, sans perspectives, tournant en rond, pensent les élus et bien des responsables des institutions d'intervention sociale. Et l'écart se creuse de plus en plus entre des populations qui entrent dans la logique de la subterranéité de leurs initiatives économiques, culturelles et sociales, et un univers urbain de l'officialité et de l'intervention lourde, institutionnelle, de l'appareil d'État qui, aux yeux de ces jeunes, n'accorde que de rares occupations professionnelles sans plus de lendemains que leurs propres initiatives, mais nettement moins rémunérées, et dépourvues de proximités sociales, de chaleur humaine. Le lieu où se développent les initiatives des jeunes est au-delà, ou en deçà selon les points de vue, de ceux qui font perspective pour les sphères de l'officialité politique, sociale et économique : dès lors, les « derniers venus dans la rue », néo-ruraux, associés aux routards et aux SDF, gitans, associés aux jeunes Marocains, entraînent ce collectif vers des destins constitués de traversées subtiles de frontières politiques, éthiques et économiques, de désignations stigmatisantes, « marge » après « marge », qui nous échappent de plus en plus pour fonder un milieu social nouveau, imprévu.

Alain Tarrius

> *Alain Tarrius, sociologue et anthropologue des milieux urbains, est professeur à l'Université de Perpignan. Derniers ouvrages publiés : Arabes de France dans l'économie mondiale souterraine, éd. de l'Aube, 1995. La ciutat, els diners, la mort (la ville, l'argent, la mort), avec Oriol Romani, Barcelone, éd. de la Generalitat de Catalunya, 1997. Fin de siècle incertaine à Perpignan : drogues, pauvreté, communautés d'étrangers. Jeunes sans emploi et renouveau des civilités dans une ville moyenne française, Perpignan/Barcelone, éd. Trabucaire, 1997.*